

# nos voix pour des toîts

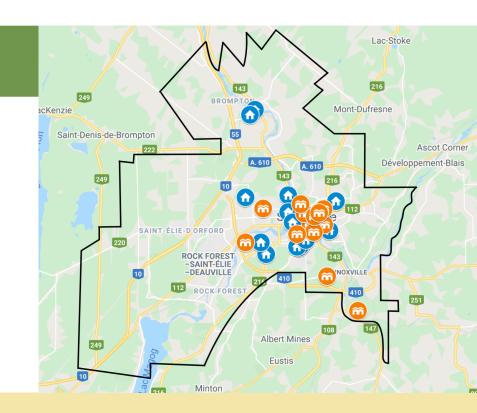
La cohabitation et le bon voisinage dans les multilogements

ÉPISODE 4

Voici votre résumé de notre baladodiffusion.

# Carte de la Ville de Sherbrooke

- 13 OSBL
- 29 COOPS D'HABITATION
- 1 OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION



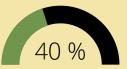
# En statistiques

• En 2018, le pourcentage de locataires est important, particulièrement, dans deux des circonscriptions du territoire.

Sherbrooke



Saint-François



• Une personne sur quatre vit sous le seuil de faible revenu.



• En 2016, on estimait le nombre de personnes en situation d'itinérance à plus de 1000.

## L'importance du soutien communautaire

Une personne qui travaille en intervention communautaire doit pouvoir être versatile, même si son rôle est défini par un cadre de référence; c'est à elle d'y mettre son coeur et sa couleur.



Claude Sirois FROHME

Pour Claude Sirois, gestionnaire à la FROHME et intervenant communautaire, l'un des aspects les plus importants est d'aider les locataires à créer des liens entre eux. Une fois ces liens établis, on désamorce plus facilement les éventuels conflits et on favorise le mieux-vivre ensemble.

Plusieurs gestes comptent tout autant, par exemple, soutenir les gens dans l'exercice de leurs droits, en leur faisant comprendre ces derniers, mais aussi leurs responsabilités. Le soutien communautaire aide aussi les locataires à s'organiser dans leur vie quotidienne. Le bon voisinage leur permet d'ailleurs de s'entraider. Outre le rôle du conseil d'administration, la mise en place de petits comités, soutenus par un employé, permet d'élargir leurs horizons, de stimuler leur envie de participer à la vie civile et démocratique.

#### Les revendications du milieu

Le cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social, adopté en 2007 en concertation entre les partenaires en habitation communautaire et le gouvernement, nécessite une mise à jour.

Les organismes ont demandé que le comité national de suivi - qui s'est rencontré seulement deux fois en 13 ans ! - soit relancé pour que le cadre de référence et le déploiement des pratiques qui y sont inscrites soient évalués. Si le comité de suivi est remis sur les rails depuis peu, le gouvernement planche présentement sur une mise à jour.

Le milieu milite également pour une augmentation de l'enveloppe budgétaire pour suivre le coût de la vie, mais aussi pour s'arrimer à l'accroissement du parc de logements. Déjà en 2007, le gouvernement reconnaissait que l'enveloppe de 5 millions était insuffisante. Aujourd'hui, après une première indexation en 2020-2021, le milieu doit opérer avec un budget de 8,3 millions. Malgré cela, les sommes investies sont loin de répondre aux besoins, ne serait-ce que de pouvoir déployer des interventions dans les nouvelles constructions et auprès de plusieurs types de locataires. Les regroupements nationaux qui oeuvrent en logement demandent plutôt 35 millions pour pouvoir desservir adéquatement tous les citoyens.



Jacques Beaudoin Directeur des affaires publiques et juridiques ROOH

### La cohabitation en multilogement

Peu importe le modèle d'habitation, les avantages et les inconvénients se recoupent souvent. Voici un échantillon des témoignages de personnes qui cohabitent en multilogement.

- « Quand tu te ramasses que c'est tout le temps toi qui fait tout et que les autres ne participent pas, c'est sûr que ça devient embêtant. Par contre, certains rapports d'intimité et d'amitiés se créés et ça c'est plaisant. » **Réjean, propriétaire d'un condo**
- « J'ai compris rapidement que c'est une question d'individu et pas nécessairement d'environnement ou de combien par mois je paie. Ça dépend aussi beaucoup de l'engagement du propriétaire (...) » Virginie, locataire d'un appartement haut de gamme
- « Je suis vraiment emballé de savoir c'est quoi le nom de la personne à côté de moi. La solidarité entre locataires nous a permis de comprendre que les hausses de loyer étaient au hasard. On va pouvoir se parler et voir ce qu'on fait ensemble. »
- Alexis, locataire dans le marché privé
- « J'ai toujours habité avec beaucoup de monde. Ça prend cette ouverture-là, c'est de la gestion et beaucoup de défis. » Rosalie, copropriétaire de la Coop Communord
- « C'est comme un petit village. Tout le monde est au courant de tout. Ce n'est pas méchant, c'est comme une grosse famille. » Pierrette Pierre-René, locataire d'un OSBL
- « On se connait pas mal tous, on est capable de s'entraider. On a signé une charte de bientraitance. On est aux aguets de la violence. »
- Nicole Couture, locataire dans un HLM



## La Coop de ma mère



Rachel Gaudreau, qui vit à la coopérative Saint-Louis située à Gatineau est le personnage principal du documentaire réalisé par Eve Lamont. Questionnée au sujet du partage de l'espace, elle mentionne que comme femme seule, ça s'est avérée être un bon choix que d'habiter en coop, mais qu'elle s'est lancée en connaissance de cause. Elle souligne son sentiment de sécurité, le sens du partage et la mise à profit des compétences de chacun, malgré leurs défauts. Le plus gros irritant ? Les personnes qui ne prennent aucune responsabilité.

# Table ronde

Des intervenants des organismes publics et communautaires de Sherbrooke échangent à propos de la crise du logement qui affecte durement la région alors que le camp situé au pont Joffre est démantelé.

- « Une dizaine de personnes appellent par semaine pour avoir un logement dès maintenant, beaucoup pour des *rénovictions*, beaucoup en détresse. » - la directrice des Habitations l'Équerre, Denise Godbout
- « Les propriétaires privés veulent mettre fin aux PSL. Nos gens qui ont un programme de supplément au loyer (PSL) réintègrent nos listes d'attente. » - la directrice de l'OMH de Sherbrooke, Marie-Claude Bégin
- « Ce ne sont plus seulement les personnes les plus précarisées qui sont touchées. Il y a un besoin important de nouveaux logements abordables, d'encadrer la hausse des loyers, d'encadrer l'entretien. » la députée de Sherbrooke, Christine Labrie
- « Les femmes qui nous appellent ont de la difficulté à quitter la relation parce qu'elles n'ont pas accès à un logement après les 6 à 8 semaines à notre hébergement temporaire. »
- « Pour obtenir des services de maintien à domicile, les listes d'attente sont longues. Les RPA sont dispendieuses; les crédits d'impôts sont mal administrés. » la coordonnatrice de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées de Sherbrooke, Isabelle Guérard
- l'intervenante en sensibilisation à l'Escale, Kenza

- « Les immigrants partagent les mêmes problèmes que les autres locataires et ils arrivent avec un étiquetage. Certaines communautés vivent de la discrimination. » l'intervenant au Service d'aide aux Néo-Canadiens de Sherbrooke, Tarik Tairi
- « On a besoin de 300 unités supplémentaires à Sherbrooke, de rénover des logements, de continuer de défendre les droits des personnes opprimées et de faire des consultations publiques. » l'intervenante communautaire de l'Association des locataires de Sherbrooke, Célia-Félix Dagenais

- « Il y a beaucoup de précarité financière. L'Université a payé des chambres d'hôtel aux étudiants qui n'arrivaient pas à se loger en début de session. » - le directeur du Regroupement étudiant de maîtrise, diplôme et doctorat de l'Université de Sherbrooke, Alexandre Guimond
- « Il faut aller vers des projets plus innovants; avec de la mixité. Il faut sensibiliser le privé, mais cogner sur le clou auprès du gouvernement pour que les propriétaires soient les OSBL et les coops. » la mairesse de Sherbrooke, Evelyne Beaudin
- « Il est possible de rénover sans gentrifier et garder la pérennité. Autrement, il faut intéresser les entrepreneurs locaux dans la pierre et dans la personne. » - le directeur de la Fédération des Coopératives d'habitation de l'Estrie et du GRT Entraide Habitat Estrie, Guillaume Brien

